

Lors de chaque manifestation d'importance, notamment leur bal annuel du mois de janvier,

ou les cérémonies protocolaires du Parlement, les Burschschafter, associations de corporations estudiantines et post-estudiantines pangermanistes, et autres membres éminents du parti d'extrême-droite autrichien FPÖ (voir article précédent „[Le pays du sourire](#)“) aimaient à porter au revers de veste, en guise de signe de reconnaissance, un bleuet.

Ce qui ne manquait pas de provoquer régulièrement des mouvements de protestation – la symbolique du bleuet étant jugée ici hautement provocatrice.

Fleur innocente, symbole du printemps, du renouveau, disaient-ils. En fait, de 1933 à 1938, soit la période d'interdiction du parti nazi en Autriche, et de tous les signes extérieurs tels que la croix gammée, les adhérents clandestins du parti hitlérien portaient un bleuet à la boutonnière. Pure coïncidence, sans aucun doute, affirmaient en chœur nos Burschschafter, dont la quasi-totalité des thèmes idéologiques, des gestes symboliques, des codes d'initiation, ou des procédés rhétoriques, sont inspirés directement du parti national-socialiste.

Lors de la rentrée officielle au Parlement le 9 Novembre dernier, où le FPÖ a gagné 51 sièges, 20 d'entre eux étant tenus par des membres de ces corporations pangermanistes, Heinz-Christian Strache et Norbert Hofer, Burschschafter notoires et dirigeants du FPÖ, las de la polémique, ont donc voulu changer de symbole : ils ont affiché cette fois-ci, tout sourire, une edelweiss à la boutonnière.



HC Strache avec une edelweiss affichée à la boutonnière

Et avec force conviction rhétorique, ont vanté devant la presse les qualités de cette fleur alpine porte-bonheur, apparemment innocente, et à fort potentiel d'identification nationale : „Mut, Tapferkeit, Liebe“, donc „Courage, Bravoure, Amour“, telles seraient les attributs de la fleur blanche des montagnes, selon leurs dires. Beau slogan.

Effectivement, sous les auspices de ce soudain angélisme floral, tout semble rentrer dans l'ordre démocratique, tant l'edelweiss est porteuse de diverses vertus symboliques, et est en capacité d'incarner le sentiment national autrichien. Même qu'elle fut utilisée jadis par des anti-fascistes. Ce qu'ils se sont bien gardé de rappeler, c'est que la même edelweiss fut aussi le signe de reconnaissance de la 1ère Division de Montagne de la Wehrmacht, formant la base de la „Edelweiss-Division“, une unité d'élite faisant fonction de garde privée de Hitler. Un pur hasard, bien entendu.

Et maintenant, on y est. Ce que ni Marine Le Pen en France ni Geert Wilders aux Pays-Bas n'ont réussi, Strache l'a fait. Strache et Hofer sont donc au gouvernement, et les négociations fructueuses sur la coalition ont porté 7 membres du FPÖ à la gouvernance de l'Autriche, et notamment dans des postes-clés. Le tout sous la bénédiction du jeune Sebastian Kurz, 31 ans, chef du parti conservateur ÖVP, et nouveau Chancelier, qui réédite seulement quelques années

plus tard l'alliance alors condamnée par l'Europe entière entre Wolfgang Schüssel (ÖVP) et Jörg Haider (FPÖ) en l'an 2000.

Heinz-Christian Strache est bien entendu Vice-Chancelier, coalition oblige. Mais il récupère également la tutelle sur l'administration publique, donc sur toutes les nominations stratégiques dans l'appareil d'Etat, et en plus dit-on, selon les rumeurs de ces derniers jours, la responsabilité d'un département créé pour lui sur mesure, lui donnant le contrôle sur tous les services secrets – au nom de la sécurité, maître-mot de ce gouvernement.

Une sorte d'ersatz en quelque sorte à ce „Ministère de la Protection de la Patrie“ (Heimatschutz – il fallait bien le FPÖ et le jeune manifestant de la Wiking-Jugend, groupement de jeunesse créé alors sur le modèle de la Hitler-Jugend, le ci-nommé Strache, depuis 1984 membre éminent de la Burschenschaft Vandalia Wien, pour inventer cette fonction à connotation lexicale évidemment national-socialiste) qu'il voulait diriger, et qui fut longtemps en discussion dans la négociation. Herbert Kickl, bras droit et „cerveau“ de Strache, ex-directeur de campagne de Norbert Hofer, idéologue sans état d'âme et stratège accompli, est nommé Ministre de l'Intérieur. S'étant toujours gardé de rentrer chez les Burschenschafter, il n'en a pas moins organisé en 2016 à Linz un congrès intitulé „Les défenseurs de l'Europe“, réunissant toute l'extrême-droite et les milieux néonazis d'Autriche, et interdit d'accès aux journalistes indépendants ou non favorables à la cause.



Norbert Hofer, Herbert Kickl et HC Strache

Il est considéré par la gauche autrichienne comme le personnage le plus à redouter dans la

nouvelle équipe gouvernementale. A tel point que l'on s'est senti obligé de lui adjoindre une Secrétaire d'Etat ÖVP, spécialiste des droits de l'homme, chargée notamment des lieux de mémoire, comme par exemple Mauthausen ou le délicat dossier de la maison de Hitler à Braunau. Mario Kunasek, chef du FPÖ du Steiermark (Styrie), est nommé à la Défense. Peu connu jusqu'alors mais très orienté à droite, il écrit volontiers pour la revue *Aula*, l'une des publications des *Burschenschaftler*, dont les thèmes récurrents sont le négationnisme, le racisme, l'antisémitisme, la levée de l'interdiction des mouvements d'inspiration nazie au nom de la liberté de pensée et d'expression, ou le démolissage de la démocratie, considérée comme une „fausse couche“ (*Fehlgeburt*) de l'Histoire.

Avec Strache, Kickl, et Kunasek, tout l'appareil sécuritaire du pays, police, armée, services secrets, est donc dans les mains du FPÖ, version radicale.



Norbert Hofer

Norbert Hofer hérite quant à lui du Ministère des Infrastructures, un ministère budgétairement hautement doté, et moins exposé, mais gérant tout de même toutes les opérations structurelles pilotées par l'Etat et donc le maillage du territoire autrichien.

Avec en plus le Ministère des Affaires Sociales et de la Santé, un Secrétariat d'Etat auprès du Ministère des Finances, et last but not least, le Ministère des Affaires Etrangères, qui revient à une professionnelle compétente, spécialiste du Moyen-Orient, Karin Kneissl, non membre du FPÖ mais proposée par le FPÖ, le domaine européen lui étant toutefois retiré pour être rattaché

directement auprès du Chancelier Kurz, pour ne pas effrayer Bruxelles, le FPÖ, de l'avis général des commentateurs, sort en grand gagnant de la négociation sur la coalition.

Pour faire bonne mesure, ajoutons que le nouveau Ministre de la Justice, Josef Moser, dernièrement sans étiquette, ex-Président de la Cour des Comptes, voulu par Kurz, donc rattaché de fait à l'ÖVP, fit jadis partie du cercle resserré autour de Jörg Haider et assura alors les fonctions cardinales de Directeur du Club parlementaire du FPÖ.

Malgré ce casting fort connoté, il faut remarquer que la cérémonie d'investiture du

nouveau gouvernement par le Président Van der Bellen, ce lundi 18 Décembre, s'est déroulée dans une bonne humeur générale presque surréaliste. Surtout si l'on se souvient qu'en février 2000 Schüssel et son gouvernement avaient dû emprunter les souterrains pour avoir accès à la Hofburg, siège de la Présidence, en raison des manifestations massives de protestation, et que la cérémonie s'était déroulée dans une ambiance spectrale. Cette fois-ci, tout le périmètre autour de la Hofburg a été condamné, et 1500 policiers ont pu garder les manifestants protestataires, entre 6000 et 10.000 selon les évaluations, sous contrôle et à distance.



Alexander Van der Bellen

Il faut dire aussi que le Président Van der Bellen, lui l'ex-écologiste et adversaire historique de la droite autrichienne, est intervenu judicieusement dans la négociation de coalition, a pu imposer quelques lignes fondamentales, telle l'appartenance à l'Europe, et écarter quelques autres personnages voulus par le FPÖ, aux convictions vraiment trop contraires à la continuité de la République, et dont la nomination aurait pu mettre le feu aux poudres.

A noter de même que, dans une vraisemblable stratégie d'évitement des conflits, Strache, Hofer, et les ministres FPÖ, n'ont cette fois-ci pas jugé bon d'en rajouter sur les symboles et d'afficher leur fleur favorite à la boutonnière. Ni bleuet ni edelweiss, donc, en ce jour historique.

Mais l'expérience portant conseil, attendons l'intitulé exact des portefeuilles ministériels, non encore totalement définis ou précisés, car les stratèges du FPÖ, passés maîtres dans l'art du camouflage symbolique ou terminologique, peuvent nous réserver encore quelques surprises. Décidément, il faut en effet vraiment lire d'urgence le livre très documenté et détaillé de Hans-Henning Schachsach : „Stille Machtergreifung“, sur la prise de pouvoir silencieuse des Burschenschaftler et leurs amis neo-nazis, pour comprendre ce qui se trame à l'heure actuelle en Autriche, et savoir en toute connaissance de cause qu'au centre de l'Europe, dans un pays officiellement neutre et à très haut niveau de vie, l'extrême-droite la plus conséquente et la plus

organisée du continent est revenue, en ce mois de décembre 2017, au pouvoir.

Curieusement et presque simultanément s'est ouvert enfin ce 12 décembre le procès, qui occupe lui aussi une large place dans les médias, reporté depuis huit ans grâce à tous les recours imaginables, de l'ancien Ministre des Finances soi-disant miracle, alors porté aux nues, du gouvernement Schüssel, le jeune Karl-Heinz Grasser, époux Swarovski, qui alimente la chronique people depuis des années, et qui fut il faut le rappeler ex-secrétaire général du FPÖ, ainsi que de tout un groupe de conseillers et lobbyistes qui appartenaient à l'entourage de feu Jörg Haider. La Bubberlpartie, comme on disait alors : la Cour des Mignons.



Jörg Haider

Les chefs d'accusation sont multiples, mais le motif principal semble être le détournement de fonds publics, à l'occasion des privatisations de biens d'Etat organisées systématiquement par Grasser, et les juteuses commissions afférentes versées sur des comptes à Chypre ou au Liechtenstein, en passant par le Delaware ou le paradis fiscal de Belize.

Selon l'acte d'accusation établi par les procureurs après huit années d'enquête, un document de 825 pages, le pillage de la République était parfaitement planifié : „Ein gemeinsamer Tatplan“, un plan criminel en bande organisée. Les procureurs résumant ainsi dans leur réquisitoire l'action des accusés : „Geld, Gier, Geheimnisse“, soit „argent, cupidité, secrets“. On ne peut être plus clair.

Un jeu de société nommé KHG, genre Monopoly de la corruption, a même été entre temps édité,

et K-H. Grasser cherche bien sûr à le faire interdire, ou à en prendre prétexte pour annuler ou reporter une fois de plus le procès, la présomption de culpabilité étant maintenant trop établie dans l'opinion publique. Mais la démarche ne semble pas devoir être couronnée de succès. Lui et son avocat, un ténor du barreau très performant, ont même cherché in extremis à discréditer la juge principale en charge du dossier depuis plusieurs mois, sous prétexte d'une sombre affaire de tweets défavorables à Grasser publiés voici deux ans par son mari, et à la faire révoquer. Là aussi sans succès. Un recours fut même posé en Cour d'Appel le 11 Décembre, la veille de l'ouverture du procès. Et fut rejeté.

Et ce vendredi 15, au quatrième jour d'audience, le lobbyiste Peter Hochegger, intermédiaire décisif dans le partage masqué du gâteau, après huit ans de dénégation, vient de lâcher le morceau, et confirmer devant les juges le descriptif détaillé établi par les procureurs.

Le procès, avec 15 accusés et 166 témoins convoqués, qui prend parfois les allures d'une liquidation symbolique de la période Schüssel-Haider, promet néanmoins d'être long. Et fort instructif. Un exemple à méditer.

Rien ne dit bien sûr que les futurs gouvernants du FPÖ, qui a beaucoup appris et policé discours et méthodes, qui a réussi „à rendre acceptable l'inacceptable“ comme le disait déjà Elfriede Jelinek en 2000, désarmorçant dans „Les Adieux“ („Lebwohl“) les tours de passe-passe, détournements rhétoriques et autres mensonges du verbe haiderien, se laisseront aller à de telles manipulations ou malversations. Car les dérives haideriennes n'ont pas laissé que des bons souvenirs -le procès Grasser ne pouvant que servir de repoussoir.

Mais leur présence à des postes-clés du gouvernement, fondamentalement plus idéologique et politique, a de quoi poser question. Lors de la campagne présidentielle, le candidat Norbert Hofer s'était laissé aller à annoncer que s'il gagnait, „il y aurait des surprises“. Cela ne lui avait pas porté chance dans le rush final. Mais maintenant il est là. Ils sont là.

L'Europe ne semble plus cette fois-ci vraiment s'en émouvoir. Mais disons-le sans détour : leur programme est caractéristique de l'extrême-droite européenne. Les concepts et la pratique lexicale sont on ne peut plus clairs. L'inspiration nationale-socialiste transpire. L'Autriche est de nouveau sous l'emprise de démons anciens.

Oui, le livre de Scharsach avait déjà tout dit. On ne pourra pas dire que l'on ne savait pas.